

APPEL A PROPOSITIONS POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA FORMATION

«LE TRAVAIL EN RESEAU DANS LES ESMS »

Proposition à retourner **au plus tard le 3 mai 2019**

A l'attention de :
Elisabeth LEITE
74 Boulevard du 11 novembre
69100 VILLEURBANNE
☎ 04 72 07 45 32
Courriel : elisabeth.leite@unifaf.fr

UNIFAF AUVERGNE-RHONE-ALPES

Au 1er janvier 2019, Unifaf est devenu l'opérateur de compétences (OPCO) du secteur social, médico-social et sanitaire à but non lucratif.

En Auvergne Rhône-Alpes, UNIFAF est l'interlocuteur de 2500 établissements employant 90 000 salariés.

UNIFAF est administré par les organisations patronales représentatives des employeurs et les centrales syndicales représentatives des salariés.

UNIFAF est géré au niveau de chaque région, par une Délégation Régionale Paritaire à laquelle est déléguée la mise en œuvre de la politique régionale de formation du secteur.

Au niveau administratif, UNIFAF développe un service de proximité par l'intermédiaire de 15 délégations régionales. En Auvergne-Rhône-Alpes, ce service est assuré par une équipe de 30 personnes.

LES ACTIONS COLLECTIVES D'UNIFAF

Une des missions des administrateurs régionaux est de mettre en place des actions de formation collectives, à caractère souvent innovant, inter-établissements, répondant aux besoins et aux spécificités des établissements adhérents.

Le choix et l'élaboration des Actions Collectives Régionales s'appuient sur :

- La connaissance et l'analyse des évolutions et transformations du secteur sanitaire, social et médico-social,
- L'analyse des besoins et problématiques des adhérents,
- Une démarche méthodologique permettant d'identifier les priorités de formation.

Ces actions sont financées directement par UNIFAF sur un budget spécifique et gérées par la Délégation Régionale Auvergne-Rhône-Alpes.

CONTEXTE

A l'heure où le nombre de personnes en besoin d'aide à l'autonomie ne cesse d'augmenter, un des enjeux majeurs des systèmes de santé est de garantir la continuité et la cohérence des soins, des services et des accompagnements apportés à ces personnes.

Pour répondre à cet enjeu, le travail en réseau constitue un levier pour l'ensemble des structures et est un gage de qualité dans l'accompagnement des bénéficiaires, à l'échelle d'un territoire. Les évolutions politiques et institutionnelles ont donc la volonté, depuis quelques années, de placer le travail en réseau au cœur des pratiques quotidiennes de l'ensemble des professionnels. Outre celle initiée par les pouvoirs publics, une autre logique de structuration de la coordination est à l'œuvre : celle impulsée par les acteurs de terrain, qui se regroupent et développent des actions innovantes pour assurer la continuité des parcours des personnes dont ils s'occupent sur un territoire donné, mais qui ont souvent des difficultés à rendre leurs actions pérennes.

Face à cette évidente nécessité de travailler ensemble, le quotidien des acteurs du secteur est souvent très orienté vers les activités internes de la structure. Le manque de temps, le quotidien, l'absence de méthodes et d'outils parfois font souvent oublier l'intérêt et la nécessité de travailler en réseau.

PROBLEMATIQUE

Souvent perçu comme une option intéressante plus qu'une nécessité, le travail en réseau est parfois délaissé. Ce qui peut engendrer de nouvelles difficultés au sein des structures, avec un sentiment fort d'isolement, un sentiment de concurrence et une absence de temps d'échanges entre professionnels.

Mais alors, quel type de travail en réseau et quel partenariat mobiliser ? Comment s'y prendre ? Comment établir un diagnostic de l'environnement ? Comment repérer les enjeux stratégiques dans la mise en œuvre de ces pratiques ? Quels sont les écueils à éviter ?

Il s'agit alors d'accompagner les ESMS à s'approprier les méthodes du travail en réseau afin d'être en capacité d'identifier les acteurs clés sur un territoire, de développer des partenariats et de coordonner les actions au service des bénéficiaires.

PUBLIC CONCERNE

Direction, chefs de service ...

OBJECTIFS DE LA FORMATION

- Appréhender les enjeux et les objectifs du travail en réseau, au service de l'accompagnement des personnes
- Situer le travail en réseau dans un cadre réglementaire et des règles éthiques,
- Identifier les acteurs sur son territoire et les champs de compétences de chacun,
- S'approprier la méthodologie et les outils pour travailler en réseau,
- Distinguer les avantages et limites du travail en réseau,

MODALITES PEDAGOGIQUES

Une attention particulière sera portée sur la capacité de l'organisme de formation à intégrer une approche multimodale dans ses dispositifs pédagogiques

- ✓ Partie de la formation réalisée à distance : webinaires, classes virtuelles...
- ✓ Modèle participatif style « forum », plate-forme collaborative, classe inversée,
- ✓ Utilisation de capsules vidéo,
- ✓ Séquences de micro learning ...

Toute suggestion sera la bienvenue.

L'action donnera lieu à la production de documents par le prestataire, permettant aux participants de conserver les différents repères de la formation.

Tous les documents envoyés par le prestataire de l'action aux participants devront faire référence à UNIFAF au niveau de l'origine de l'action et de son financement.

CONDITIONS DE REALISATION

La formation se déroulera sur l'exercice 2020.

Les modalités de mise en œuvre de l'action de formation sont les suivantes :

- **Nombre de Sessions :** Entre 5 et 7 pour 2020 sur l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes
- **Durée :** +/- 2 jours

La durée et le rythme devront être proposés et argumentés par l'organisme de formation.

- **Organisation de l'action de formation**

L'appel à projet vise la sélection d'opérateurs de formation en capacité de conduire cette action sur les territoires concernés.

Le prestataire pourra faire la proposition d'un titre plus évocateur pour la formation.

Organisation logistique :

Le prestataire est responsable de l'organisation logistique des sessions, en lien avec le Service Régional d'UNIFAF :

UNIFAF Auvergne-Rhône-Alpes assure la diffusion de l'information en amont de l'action via son site internet, son catalogue d'offre de services et par le biais de ses conseillers Emploi-Formation.

L'organisme de formation s'engage à :

- Désigner un référent administratif pour le suivi de l'action (factures, feuilles d'émargement, bilans pédagogiques, tableaux d'information sur les stagiaires,..) et faciliter les échanges entre UNIFAF et le prestataire de formation.
- Animer les sessions de formation
- Envoyer à Unifaf les supports de formation remis aux stagiaires au moins 15 jours avant le démarrage de l'action
- Assurer le suivi qualité des sessions proposées (cf Evaluation de la formation)
- Le prestataire s'engage à assurer, pour le compte d'UNIFAF, la gestion administrative et logistique de l'action collective mise en place :
 - Envoie des confirmations d'inscription, des convocations, des courriers de refus et de l'ensemble des documents relatifs à la formation aux employeurs et aux participants (attestations, supports, questionnaires...)
 - La gestion des remplacements, des absences, l'impression et la diffusion de la feuille d'émargement (coût forfaitaire maximum de 150€ TTC/session)
 - Recherche et location de salle. Les formations doivent être organisées sur les lieux précisés dans la convention qui sera signée entre Unifaf et le prestataire retenu. Les salles devront également être accessibles aux personnes en situation de handicap. Les frais inhérents à l'organisation logistique devront être distingués des frais pédagogiques.
 - Organisation des déjeuners pris en commun

Réunions de cadrage :

Des réunions de cadrage peuvent être organisées par les délégations régionales d'UNIFAF au cours de la mission. Le prestataire prend en compte les remarques qui lui sont alors faites et assure les adaptations nécessaires à la qualité de la prestation.

Un « bilan pédagogique » sera demandé en fin d'action.

Modalités particulières

Sous réserve de respecter le même contenu, les délégations d'UNIFAF ou un établissement adhérent à UNIFAF pourront reprendre à leur compte cette action de formation, aux mêmes conditions financières jusqu'en 2021.

EVALUATION DE LA FORMATION

Une attention toute particulière est accordée à l'évaluation des actions de formation menées. Cette évaluation se situe à plusieurs niveaux :

- **Une évaluation formative**, à l'initiative du formateur, dont l'objectif est de vérifier individuellement que les objectifs pédagogiques ont été atteints. Cette évaluation se traduit par l'édition d'une **attestation de compétences**, à remettre à chaque stagiaire, qui doit pouvoir être mobilisée dans une éventuelle démarche de validation des acquis de l'expérience ;
- **Un bilan oral**, lors de la dernière journée de formation, en présence des participants et d'un représentant d'UNIFAF. Ce bilan a pour objet d'évaluer la pertinence du dispositif de formation, le degré de satisfaction des stagiaires et les éventuelles améliorations à apporter dans la perspective d'une reconduction ;

- **Un questionnaire de satisfaction** écrit, distribué à chaque participant, qui doit être impérativement récupéré avant la fin de la formation et transmis à UNIFAF.

CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRE

Calendrier et procédures :

Délai de réponse au présent appel à projet : 03 mai 2019

Période d'instruction des projets : du 6 mai 26 juin 2019

Choix de l'organisme prestataire : 27 juin 2019

Mode de réponse

En tenant compte de ce cahier des charges, vous devez renseigner **UNIQUEMENT** le document ci-dessous intitulé « Proposition de prestation ».

Les propositions devront satisfaire aux exigences définies dans le présent cahier des charges et comprendre dans l'ordre énoncé une présentation de :

- l'organisme de formation candidat : raison sociale, adresse complète, n° Siret, n° DA, effectif global, couverture territoriale, coordonnées de l'interlocuteur en charge du dossier ; Datadock : Référencement obligatoire à partir du 1er juillet 2018 sur la plateforme Data-dock (www.data-dock.fr)
- la proposition, notamment les modalités pour répondre aux objectifs, les modalités et critères retenus pour la mise en œuvre de la formation ;
- Le projet pédagogique : objectifs pédagogiques, description détaillée des méthodes et moyens pédagogiques associés, modalités de prise en compte des acquis antérieurs des bénéficiaires des formations, modalités d'évaluation des acquis de la formation ;
- les références de l'organisme : son expérience et expertise dans le secteur, le domaine et sur la thématique abordée dans l'appel à projet ;
- le déroulement de la prestation : calendrier, conditions matérielles (équipement informatique, salle de cours, centre de documentations et ressources,...), descriptif séquentiel de la formation, moyens et méthodes pédagogiques, supports de formation destinés aux stagiaires, secrétariat- référent administratif ;
- la proposition financière : le coût pédagogique horaire par stagiaire en euros toutes taxes comprises (TTC) en tenant compte des dispositions du présent cahier des charges ;
- les moyens dédiés à la logistique : réservations, convocation.

Si vous êtes enregistré en tant qu'Organisme de Développement Professionnel Continu, merci de bien nous le notifier.

Vous aurez soin de présenter votre programme de formation en mettant en exergue les apports formatifs et en précisant les moyens pédagogiques que vous utiliserez.

Un dossier complet doit comprendre (en double exemplaire) :

- La « Proposition de prestation »
- Copie des statuts juridiques de votre structure et liste des membres du Conseil d'Administration.

Le dossier complet doit être transmis :

- En support papier en double exemplaire ;
- En support informatique par messagerie.

**Aucun délai supplémentaire ne vous sera accordé
Tout dossier incomplet ne sera pas examiné.**

CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Dans l'ordre :

1. Qualité de la proposition de formation

- Adéquation entre les objectifs du cahier des charges et les contenus proposés ;
- Originalité et pertinence de l'organisation pédagogique (contenus, méthodes) ;
- Pertinence des supports pédagogiques et d'évaluation.

2. Moyens humains mis à disposition de la formation

Expérience et qualification des formateurs pressentis par rapport au sujet traité.

3. Références de l'organisme dans le secteur d'activité ou dans le domaine de l'action

4. Prix de la prestation

La Délégation Régionale Paritaire d'UNIFAF Auvergne-Rhône-Alpes, garante de l'utilisation des fonds mutualisés de ses établissements adhérents, sera attentive au prix proposé.

La sélection de l'organisme sera effectuée par une commission, sur étude des propositions éventuellement complétée par des auditions.

L' (les) organisme(s) de formation non retenu(s) ne peut (peuvent) contester pour quelque motif que ce soit le bien-fondé de la décision de la commission de sélection.